

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROLOGIS

42 rue Washington
75008 Paris

Références : 20240417_PrologisDC1
Code AIOT : 0005801931

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement PROLOGIS implanté Parc du Hode II - bâtiment 4 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site Prologis XVII exploite le bâtiment Le Havre DC1 sur le parc du Hode. Ce bâtiment est composé de 8 cellules d'environ 4000 m², toutes louées par la société XP-Log. Ce dernier stocke dans le bâtiment DC1 des produits textiles (classés en rubrique 1510 de la nomenclature ICPE).

Le but de la visite était de vérifier la conformité des installations électriques et du système de détection incendie, ainsi que le bon fonctionnement des portes coupe-feu du bâtiment.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLOGIS
- Parc du Hode II - bâtiment 4 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville
- Code AIOT : 0005801931
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement contrôlé est un entrepôt logistique autorisé à recevoir des matières combustibles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2 | Limite d'intervention du contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 3 | Plan d'action suite au contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 4 | Contrôle des détecteurs incendie | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Périodicité du contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Sans objet |
| 5 | Vérification portes coupe-feu | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 de l'annexe II | Sans objet |
| 6 | demande d'antériorité | Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités sur les rapports de vérification des installations électriques et des détecteurs. Elle note néanmoins que le contrôle de ces installations est régulier (et respecte la périodicité annuelle réglementaire) et que l'exploitant s'applique à faire réaliser la maintenance nécessaire. Par conséquent, l'inspection ne propose pas, à ce stade, de mise en demeure mais sera vigilante au respect des délais de réponse aux demandes faites dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques |
| Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ... |
| Constats : En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection les derniers rapports de contrôle des installations électriques et les certificats Q18 et Q19: - concernant la vérification au niveau du local haute-tension, du local basse-tension et de la chaufferie: rapport de vérification datant du 19/01/2024, - concernant la vérification du reste du site (cellule et locaux sociaux notamment) : rapport + Q18 datant du 31/07/2023 et Q19 datant du 17/07/2023. Pour mémoire, les certificats Q18 et Q19 sont délivrés au regard de référentiels correspondants de l'APSAD (Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurance de Dommages) : Q18 (vérification annuelle des installations électriques) et Q19 (contrôle des installations électriques réalisé par thermographie infrarouge). Les rapports de vérification datent tous de moins d'un an. Ce qui est conforme aux attentes réglementaires. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques |
| Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... |

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

Partie des installations électriques suivie par XPLOG

XP-Log se charge du suivi de la vérification périodique des installations électriques des cellules, des locaux de charges et des locaux sociaux.

Le rapport de vérification de juillet 2023 identifie plusieurs points de contrôle comme « NVE : Non Vérifié pour cause Exploitation ». L'exploitant a indiqué que, les contrôles ayant lieu durant la période d'activité du site, le courant ne peut être coupé. Il s'est engagé à contacter le prestataire de vérification des installations électriques pour convenir d'une date où le courant de tout le site pourra être coupé et où les points « Non Vérifiés pour cause Exploitation » pourront être contrôlés.

Partie des installations électriques suivie par Prologis

Prologis se charge du suivi de la vérification périodique des installations électriques du local haute-tension, du local basse-tension, de la chaufferie et de installations extérieures.

Le rapport de vérification de janvier 2024 indique que:

- 5 points de contrôle sont notés comme non vérifiés:
- 4 points ont pour cause une «masse inaccessible»,
- pour la 5ème, il est noté: «non vérifié : impossibilité de planter physiquement les piquets de références».

L'exploitant a indiqué ne pas comprendre ces remarques. Il a expliqué que normalement, la personne en charge de la maintenance du site accompagne le prestataire de contrôle; mais pas lors du dernier contrôle.

- l'organisme de contrôle n'a eu accès à aucun document technique. L'exploitant indique que les documents ont été transmis au prestataire de contrôle en amont de la visite de vérification. Il ne comprend pas cette remarque.

- une partie des installations en basse tension et en haute tension n'a pas pu être contrôlée car la mise hors tension n'a pu être réalisée. L'exploitant s'étonne que l'organisme de contrôle ait fait une telle remarque sans lui avoir demandé si la coupure du courant était réalisable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1: l'exploitant justifiera qu'une date est fixée pour faire réaliser la vérification de tous les points des installations électriques non vérifiés dans les rapports de juillet 2023 et janvier 2024 (sous 2 mois). Il définira également une fréquence de vérification hors tension des installations électriques qu'il s'engagera à respecter.

Demande 2: l'exploitant contactera l'organisme de contrôle pour avoir des éclaircissements sur le rapport de vérification du 19/01/2024 (points inaccessibles, absence de documents techniques, nécessité de couper le courant) et fera un retour à l'inspection (sous 2 mois)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques |
| Prescription contrôlée : A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. |
| Constats : Partie des installations électriques suivie par XP-LOG: Le rapport de juillet 2023 identifie 47 non-conformités(NC) dont: - 20 NC que l'exploitant a justifié avoir levées par la transmission d'un devis et d'une facture datant du 30/11/2023, - 10 NC que l'exploitant a justifié avoir levées par la transmission d'un bon d'intervention du 17/10/2023. L'exploitant a indiqué qu'une personne de XP-Log a été formée aux risques électriques en février 2024. XP-Log attendait cette formation de l'opérateur pour que celui-ci puisse lever les 17 NC restantes (le locataire a indiqué que ces NC restantes étaient de moindre risque et pouvait être levées en interne). Xplog s'est engagé à lever ces NC avant le prochain contrôle de fin juillet 2024. Par ailleurs le certificat Q18 conclut que «l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion» et le Q19 ne relève aucune anomalie. Partie des installations électriques suivie par Prologis: Le rapport de vérification de janvier 2024 identifie 7 non-conformités dont 3 datant de 2022. L'exploitant a indiqué avoir échangé, le 15/04/2024, avec la personne en charge de la maintenance du site et avoir balayé les 7 NC à lever. Il attend le retour de la société de maintenance pour convenir d'une date d'intervention. L'exploitant n'a pas transmis de certificat Q18 pour cette partie des installations électriques. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 3: l'exploitant justifiera la levée des non-conformités relevées sur le rapport de vérification des installations électriques de juillet 2023 (délai : 3 mois) Demande 4 : l'exploitant transmettra une hiérarchisation par niveau de risque des 7 non-conformités identifiées dans le rapport de vérification de janvier 2024 (sous 15 jours). Les non-conformités jugées à risques d'incendie ou d'explosion seront levées sous 1 mois. L'ensemble des non conformités sera levé sous 3 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 4 : Contrôle des détecteurs incendie

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie |
| Prescription contrôlée : |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Sur le rapport de vérification, il est noté :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - «les différents éléments (déclencheur manuel, détecteur automatique incendie) ne sont pas étiquetés. Étiquetage des déclencheurs manuels. Présence d'anciens éléments de détection un peu partout sur le site (détecteurs automatiques incendie, détecteurs autonomes déclencheurs), prévoir dépose.» - un linéaire est hors-service en cellule 4. <p><u>Terrain:</u></p> <p>L'inspection a constaté par sondage que les cellules sont équipées de 6 linéaires chacune. Sur la centrale, en plus du linéaire hors-service de la cellule 4 identifié dans le rapport de vérification (linéaire 410), un linéaire en cellule 5 est également hors service (n°510). Par ailleurs, la centrale indique un défaut sur une AES (Alimentation Électrique de Sécurité). L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'un problème de batterie de l'AES, sollicité en cas de perte d'alimentation électrique. L'exploitant a indiqué avoir déjà sollicité la société devant intervenir pour lever les non-conformités.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 5 :</u> l'exploitant fera en sorte que les différents éléments liés à la détection incendie soient convenablement étiquetés et que les anciens éléments de détection incendie visés dans le rapport de vérification soient démontés (délai 4 mois).</p> <p><u>Demande 6 :</u> l'exploitant justifiera la levée des non-conformités identifiées sur la centrale de détection (délai: 1 mois).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 5 : Vérification portes coupe-feu

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 de l'annexe II</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ([...] portes coupe-feu, [...] notamment)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des portes coupe-feu a été réalisé en septembre 2023. Sur les 20 portes</p> |

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>coupe-feu du bâtiment (d'après le rapport de vérification), une porte présentait une non-conformité que l'exploitant a justifié avoir levée.</p> <p>L'inspection a testé la fermeture de deux portes coupe feu inter-cellules (n°10 et n°11). Le jour de la visite, celles-ci se sont fermées correctement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : demande d'antériorité

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.</p> <p>Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 22 mars 2021, l'exploitant a demandé l'application du bénéfice des droits acquis au titre de l'article L.513-1 du Code de l'environnement suite à la parution du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020, qui étend le régime d'enregistrement pour les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662, 2663 et modifie les libellés de ces rubriques pour limiter les doubles classements. La liste des rubriques ICPE à jour est reprise en annexe du présent rapport.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 7 :</u> l'exploitant validera le tableau (joint en annexe) des nouvelles rubriques applicables au site ou fera part à l'inspection de ses éventuelles remarques (sous 2 mois).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |